

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Canada

Une publication du SER d'Ottawa
Semaine du 23 février au 1^{er} mars

Focus : Le Canada, soutien financier indéfectible de l'Ukraine



Source de l'image : site de la présidence ukrainienne, rencontre entre Justin Trudeau et Volodymyr Zelensky (mai 2022)

A l'occasion du deuxième anniversaire de l'invasion russe de l'Ukraine, le Premier ministre Justin Trudeau s'est rendu à Kiev et a signé un accord bilatéral de sécurité avec l'Ukraine. Cet accord prévoit 320 M CAD (220 M€) en soutien militaire direct, qui devrait être livré d'ici la fin de l'année, ainsi que 2,4 Md CAD (1,6 Md€) en prêts supplémentaires au profit de l'Ukraine, qui seront administrés par le FMI. En prenant en compte les précédentes annonces, le soutien financier et militaire total canadien prévu pour l'année 2024 devrait atteindre la barre des 3 Md CAD (2 Md€) et à 12,4 Md CAD (8,5 Md€) au total depuis le début du conflit, soit 7,6 Md CAD (5,2 Md€) en assistance financière et 4,8 Md CAD (3,3 Md€) en aides militaires et assistance à l'accueil des réfugiés ukrainiens. Un peu plus tôt en février, le Canada avait ratifié un nouvel accord de libre-échange avec l'Ukraine, qui étendait la coopération bilatérale dans les services et les investissements ; deux secteurs jugés importants pour la reconstruction du pays. A ce jour, près de 2 200 personnalités ont été placées sous sanctions canadiennes et 784 entreprises et autres entités à la suite de l'invasion. Ce résultat place le Canada en tête des pays ayant le plus fortement sanctionné la guerre d'agression russe à l'encontre de son voisin ukrainien.

Actualités macroéconomiques

Le gouvernement fédéral présente son projet d'assurance-médicaments universel

Le ministre de la santé Mark Holland a dévoilé le projet d'assurance-médicaments (« Pharmacare ») qui prévoit de couvrir les traitements contre le diabète et la contraception. Le gouvernement a ainsi répondu à la demande du NPD, qui conditionnait son soutien au gouvernement libéral minoritaire à cette mesure. Le directeur parlementaire du budget a évalué le coût du programme à près de 40 Md CAD (30 Md€) par an. La première phase devrait seulement coûter 1,5 Md CAD (1 Md€) par an selon le ministre Holland. L'Alberta a toutefois indiqué ne pas avoir l'intention de participer à ce régime d'assurance, indiquant que le plan albertain de couverture des médicaments était préférable à l'option du gouvernement fédéral.

Chrystia Freeland réaffirme maintenir le cap budgétaire

La Vice-Première ministre et ministre des Finances, Chrystia Freeland, a indiqué que le déficit attendu pour l'année fiscale 2023-2024 se maintiendra en dessous de 40,1 Md CAD (30 Md€). Mme Freeland a déclaré que le logement, l'accessibilité financière et la croissance économique étaient les thèmes prioritaires du prochain budget. La date du prochain budget n'a pas encore été annoncée, mais devrait intervenir lors de la semaine du 18 mars, puisqu'il s'agit de la seule semaine pleine où le Parlement siègera. Parallèlement, le Premier ministre Justin Trudeau a dévoilé la réaffectation de 2,5 Md CAD (1,7 Md€) de fonds publics pour soutenir l'accessibilité au logement, la santé et le soutien aux seniors. A noter que la défense a bénéficié le plus de cette réaffectation des dépenses, soit 810 M CAD (555 M€).

Les activités de venture capital et de private equity ont ralenti en 2023

Selon le dernier rapport de la *Canadian venture capital & private equity association* (CVCA), les investissements en *venture capital* au Canada ont atteint 6,9 Md CAD (4,7 Md€) en 2023, soit 34% de moins qu'en 2022. Le nombre de transactions pour l'année 2023 est estimé à 660, soit 14% en-dessous de leur niveau de 2022 et environ au niveau de 2019. Les activités en *private equity* sont également revenues sur leur trajectoire pré-pandémique : les investissements ont atteint 9,7 Md CAD (6,6 Md€) en 2023 contre 16,6 Md CAD (10,2 Md€) en 2022 (-33,5%) ; 625 transactions ont été effectuées en 2023, soit 30% de moins que l'année dernière.

Les autorités multiplient les actions pour la transition énergétique

Le gouvernement fédéral a accordé un prêt de 120 M CAD (90 M€) à la société allemande World Energy pour soutenir la mise en place d'une usine à hydrogène, sur la côte ouest de Terre-Neuve. Ce projet comprendra trois parcs éoliens et devrait permettre de produire 250 000 tonnes d'hydrogène par an. Le gouvernement fédéral a également déclaré qu'il dépenserait jusqu'à 50 M CAD (40 Md€) pour soutenir la phase de pré-développement en vue de la construction d'une nouvelle centrale nucléaire sur le site de Bruce Power en Ontario. Au Québec, le ministre de l'Énergie Pierre Fitzgibbon a indiqué que le débat sur la relance du nucléaire n'était pas clos, alors que AtkinsRéalis a profité du Congrès de l'association nucléaire canadienne pour lancer une campagne de promotion du nucléaire.

Entreprises

TotalEnergies signe un accord avec Boss Lubricants pour améliorer son réseau de distribution dans l'Ouest canadien

TotalEnergies a annoncé la signature d'un partenariat avec Boss Lubricants, une

société canadienne qui fabrique et distribue des produits lubrifiants. Boss Lubricants sera responsable de la distribution de la gamme complète des produits lubrifiants pour les véhicules industriels, ainsi que de la logistique pour servir les clients des marques TotalEnergies en Colombie-Britannique, en Alberta, au Yukon, au Manitoba et en Saskatchewan.

Moderna achève la construction d'une usine de vaccins à Laval

Moderna a inauguré son usine de fabrication de vaccins à Laval (Québec), commencée en novembre 2022. La production ne devrait toutefois pas débuter avant 2025 en attente des approbations et certifications réglementaires, garantissant que tous les vaccins fabriqués répondent aux normes matière de qualité, de sécurité et de performance. Ce projet de 250 M CAD (172 M€) a bénéficié d'un investissement de 25 M CAD (17 M€) du gouvernement du Québec et de 8 M CAD (5 M€) sur cinq ans de la ville de Laval. Ottawa n'a pas investi dans la construction de l'usine, mais a signé une entente d'approvisionnement avec Moderna. L'usine devrait créer 75 emplois, et jusqu'à 150 en période de pandémie.

SRG prévoit de relocaliser son siège social au Moyen-Orient pour échapper au contrôle de ses investissements

La société canadienne SRG, dont le siège social est domicilié à Montréal, a annoncé son intention de s'installer aux Emirats Arabes Unis. Lorsque SRG a annoncé l'été dernier que la société chinoise C-One prenait une participation de 19,4 %, le gouvernement avait prévenu que l'opération ferait l'objet d'un examen de sécurité nationale. Selon l'entreprise, la relocalisation du siège annulerait juridiquement la nécessité d'une enquête de sécurité par le gouvernement. Le porte-parole du ministre de l'Industrie a toutefois rappelé que le gouvernement fédéral se

réservait le droit de prendre des mesures à l'égard de la transaction si elle venait à porter atteinte à la sécurité nationale du Canada.

La compagnie aérienne Lynx Air fait faillite

La compagnie aérienne basée à Calgary Lynx Air a mis fin à ses activités. En cause, une concurrence féroce des acteurs du secteur (WestJet, Air Canada) et des charges élevées en augmentation (salaires, essence, etc.). Arrivée sur le marché en novembre 2021, Lynx est la huitième compagnie aérienne à disparaître depuis 2000, rejoignant les rangs de Roots Air, CanJet et Swoop. Les derniers vols de Lynx auront été mouvementés : un vol de Calgary à Las Vegas et un autre à destination de Vancouver ont été annulés. Plusieurs autres départs de Lynx ont été annulés samedi, laissant les derniers clients de la compagnie dans l'incertitude quant au remboursement de leurs frais.

Les investissements dans les industries fossiles au Canada devraient augmenter en 2024

L'Association canadienne des producteurs pétroliers (ACPP) a indiqué que les dépenses d'investissement dans l'industrie des hydrocarbures devraient atteindre 40,6 Md CAD (30,5 Md€) en 2024, soit 4% de plus qu'en 2023. La majorité de cette somme, soit 29 Md CAD (20 Md€), sera dirigée en Alberta, dont 13,3 Md CAD (9 Md€) dans les sables bitumineux. Les investissements devraient également progresser en Colombie-Britannique du fait de la production de gaz de schiste. Enfin, Terre-Neuve-et-Labrador devrait recevoir 2 Md CAD (1,4 Md€) en investissement cette année en raison du « potentiel de croissance et d'augmentation des exportations » de la province.

Les évènements du mois de mars

Du 3 au 6 mars : PDAC 2024

Le PDAC, la plus importante convention annuelle sur l'exploration minérale et l'exploitation minière au monde, réunira à Toronto, du 3 au 6 mars, jusqu'à 30 000 participants de plus de 130 pays. La délégation française France au PDAC tiendra la conférence « France : *a financial and industrial partner* » le dimanche 3 mars, soit environ six mois après la signature de deux accords de coopération avec le gouvernement du Canada et avec le gouvernement du Québec de coopération sur les questions minières et des minéraux critiques. Plus d'information [ici](#).

Le 7 mars : Sport et Leadership – les parallèles entre le sport et l'entreprise

À l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, la CCI Française de Montréal, en partenariat avec le Consulat général de France à Montréal et en présence de Mme Marie Lapierre, Consule générale de France à Montréal, vous invite à découvrir les initiatives des entreprises franco-canadiennes sur la thématique du sport, en amont des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024, à travers un panel d'intervenants au cœur du sujet. Inscription [ici](#).

Du 6 au 7 mars : Canadian Forum on Global Economic Sanctions 2024

L'Institut Canadien organise du 6 au 7 mars le huitième forum canadien 2024 sur les sanctions internationales avec un programme qui couvrira le régime de sanctions des États-Unis, de l'Union européenne et des principales économies. Cet événement offre aux professionnels de la conformité des possibilités de réseautage et d'analyse comparative. Les différents mécanismes encore en discussion de saisie des actifs sous sanctions seront également discutés. Plus de renseignements [ici](#).

Le 14 mars : Conférence Canadian Association for Business Economics sur la crise du logement

La *Canadian Association for Business Economics* organisera à Ottawa un déjeuner-débat sur la crise du logement le 14 mars. Au programme, les dernières tendances en matière de logement et d'immigration au Canada avec les intervenants Mathieu Laberge, premier vice-président de Housing Economics and Insights à la Société canadienne de l'hypothèque et du logement, Parisa Mahboubi, analyste principale des politiques à l'Institut CD Howe, et Kevin Carmichael, chroniqueur économique et rédacteur en chef du magazine économique *Logic*. Inscription [ici](#).

Du 19 au 20 mars : Cyber Risk Summit Conference 2024

L'entreprise de management du risque cyber NetDiligence organisera du 19 au 20 mars le *Cyber Risk Summit Conference 2024* à Toronto. L'événement prévoit plusieurs conférences et séances de réseautage pour les acteurs de l'industrie du cyber-risque comme les assureurs du cyber-risque, les experts en droit de la réglementation des technologies et de la sécurité. Plus d'information [ici](#).

Les résultats économiques de la semaine passée

Indicateur	Résultats
PIB 2023 et croissance préliminaire pour le mois de janvier 2024	+1,2% en 2023 ; +1% en annualisé pour le quatrième trimestre contre +0,8% attendu ; croissance préliminaire attendu à 0,4% pour le mois de janvier 2024
Evolution du salaire hebdomadaire moyen pour le mois de décembre	Croissance d'une année à l'autre de +3,8% contre 3,9% le mois précédent
Solde des comptes courants pour le quatrième trimestre 2023	-1,62 Md CAD contre -1,25 Md CAD attendu
Emission d'obligations du gouvernement fédéral à 2 ans	Emission à 4,076%
<i>Purchasing Managers'</i> de S&P pour le mois de février (un indicateur >50 indique une expansion ; un indicateur <50 une contraction)	49,7 contre 48,3 le mois précédent

L'agenda économique de la semaine prochaine

Indicateur	Date de publication
Productivité du travail pour le quatrième trimestre 2023	06 Mars
Décision de politique monétaire de la Banque du Canada	06 Mars
Résultats du commerce extérieur canadien pour le mois de janvier 2024	08 Mars
Emission d'obligation du gouvernement fédéral sur 30 ans	08 Mars
Résultats de l'enquête du marché du travail canadien pour le mois de février 2024	08 Mars

Principaux indicateurs statistiques

Indicateur	Dernière mesure	Valeur du mois n	Valeur du mois n-1	Variation
Taux d'inflation calculé en glissement annuel	Janvier 2024	2,9%	3,4 %	-0,5 pt
Indice des produits industriels (IPI) en glissement annuel	Janvier 2024	-3%	-2,7%	-0,3 pt
Balance commerciale de biens (désaisonnalisée)	Décembre 2023	-0,3 Md CAD	+1,1 Md CAD	-1,4 Md CAD
Balance commerciale des services (désaisonné)	Décembre 2023	-0,7 Md CAD	-1 Md CAD	+0,3 Md CAD
Taux de chômage	Janvier 2024	5,7 %	5,8%	-0,1 pt
Commerce de gros calculé en glissement mensuel	Décembre 2023	117,6 Md CAD	122,7 Md CAD	-4,1%
Commerce de détail calculé en glissement mensuel	Décembre 2023	66,6 Md CAD	66,7 Md CAD	-0,1%

Quelques notes du mois de février

Canada : du débat sur l'inflation par les marges à la refonte du droit de la concurrence

L'inflation, notamment sur les denrées alimentaires, agite depuis fin 2022 le débat public canadien. Si l'hypothèse d'une augmentation des prix tirée par la croissance des marges des entreprises a été globalement écartée par la Banque du Canada et Statistique Canada, le Bureau de la Concurrence, qui a diligenté une enquête, estime que la baisse de l'intensité concurrentielle observée sur de nombreux marchés depuis deux décennies a pu contribuer à la dynamique inflationniste. En réponse à ce constat, le gouvernement fédéral a lancé en décembre 2023 une réforme du droit de la concurrence, dont certaines dispositions visent spécifiquement le secteur de la distribution alimentaire.



Bilan 2023 du commerce extérieur canadien et du commerce bilatéral France-Canada

Après une année 2022 record avec 8,4 Md € de biens échangés, le commerce France-Canada s'est de nouveau montré très dynamique, approchant à quelques millions près le résultat de l'an dernier.

Le montant des exportations et des importations s'est ainsi élevé à 4,2 Md € chacun, pour un solde commercial en léger déficit côté français (-23 M€). Concernant le commerce extérieur canadien, le Canada renoue avec une position déficitaire (-1,4 Md CAD). La normalisation du cours des hydrocarbures, démarrée fin 2022 et qui s'est poursuivie en 2023, a affecté les exportations canadiennes (-1%) alors que les importations ne se sont accrues que de +1%. Du point de vue sectoriel, on notera le rebond des industries automobile et aérospatiale, avec le retour à des niveaux pré-pandémiques. Au niveau agrégé, la dépendance canadienne à l'égard des Etats-Unis se renforce : 77% (+1,5 point) des exportations y sont dirigées et 63% (+1 point) pour les importations en proviennent.



Les déplacements du SER en février

Déplacement du SER à Vancouver pour rencontrer les acteurs-clés du sport et de l'agriculture

Le SER s'est rendu à Vancouver pour rencontrer des acteurs locaux opérant dans plusieurs secteurs-clés. Des rencontres ont eu lieu avec des représentants de la grande distribution et des importateurs de vin et ont permis de rappeler les opportunités présentes en Colombie-Britannique pour les vins et spiritueux français. En parallèle, une réunion avec les représentants du BC Council of Forest Industries a permis de faire le point sur les perspectives en matière de construction durable dans le secteur du bois et de faire le point sur la réglementation européenne pour lutter contre la déforestation. Au sud de Vancouver, à Delta, la visite de deux exploitations agricoles - Westcoast Vegetables Ltd et Deltaview Farms - de production sous serre de poivrons et de fraises a permis d'échanger sur les défis actuels en matière de production agricole durable et de lutte contre le changement climatique ainsi que sur les opportunités de coopération dans le secteur AgTech. Enfin et à l'occasion du tournoi international de Rugby à 7 de Vancouver, le SER s'est entretenu avec les représentants de d'entreprises françaises et canadiennes dans le domaine du sport (Decathlon, Metalu Plast, Arc'Teryx) permettant de revenir sur la promotion de leur savoir-faire en Colombie-Britannique et les perspectives d'investissement en France. Plusieurs séquences ont permis de valoriser la Marque France et en présence d'Antoine Dupont, égérie de la marque.



Conférence annuelle de l'Association canadienne du nucléaire à Ottawa

La Conférence annuelle de l'Association canadienne du nucléaire, à laquelle le Service économique régional a participé, a été clôturée ce vendredi 1er mars. Cette édition a été marquée par une présence française importante : une quinzaine d'entreprises ont fait le déplacement, soutenues par le Groupement des industriels français de l'énergie nucléaire. Cette édition, exceptionnelle par son niveau de participation, a été l'occasion de resserrer encore d'avantage les liens entre le Canada et la France en cette période inédite pour l'industrie nucléaire dans les deux pays autour de plusieurs rencontres et évènements : un cocktail à la Résidence de France, une rencontre avec Cameco, un petit-déjeuner avec les trois des plus grands producteurs d'électricité au Canada (Ontario Power Generation, Bruce Power et SaskPower) et enfin, une rencontre avec le ministre albertain Nathan Neudorf.



Retrouvez toutes les notes des Services économiques français au Canada sur notre [site internet](#) et sur notre page [Linkedin](#) !

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsables de la publication : Morgan Larhant, Maxime Augé, SER d'Ottawa

Rédaction : Jean-Toussaint Battestini, SER d'Ottawa

Abonnez-vous [aux brèves hebdomadaires des Services économiques français au Canada](#) !